

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE



TRENTRE-TROISIÈME SESSION ORDINAIRE  
8 - 10 juin 2003  
Santiago (Chili)

OEA/Ser.P  
AG/doc.4155/03 rev.1  
28 mai 2003  
Original: espagnol

Thème du Dialogue des Chefs de délégation

ALLOCUTION DE MADAME MARÍA SOLEDAD ALVEAR,  
MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU CHILI  
SUR LE THÈME “GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE DANS LES AMÉRIQUES”,  
LORS DE LA SÉANCE DU CONSEIL PERMANENT TENUE LE 30 AVRIL 2003

## NOTE EXPLICATIVE

La Sous-Commission de l'ordre du jour et de la procédure de la Commission préparatoire de l'Assemblée générale, prenant en compte la requête expressément formulée par la délégation du Chili, auteur du thème: "Gouvernance démocratique dans les Amériques", a décidé que le Secrétariat du Conseil permanent demanderait aux secteurs appropriés du Secrétariat général de l'Organisation d'établir la documentation pertinente contenant des renseignements détaillés au sujet des activités et projets en cours dans le domaine de la gouvernance démocratique.

Donnant suite à cette requête, est publiée à titre d'additif au présent document, l'information reçue à cette date sur les activités menées par les Secrétariats exécutifs de la Commission interaméricaine des droits de l'homme (add. 1), de la Commission interaméricaine des femmes (add. 2) du Sous-Secrétariat aux questions juridiques (add. 3) et enfin de l'Unité pour la promotion de la démocratie.

Le 28 mai 2003

ALLOCUTION DE MADAME MARÍA SOLEDAD ALVEAR,  
MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU CHILI  
SUR LE THÈME “GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE DANS LES AMÉRIQUES”,  
LORS DE LA SÉANCE DU CONSEIL PERMANENT TENUE LE 30 AVRIL 2003

Monsieur le Président,  
Monsieur le Secrétaire général,  
Mesdames et Messieurs les Représentants permanents,

J'éprouve un grand honneur à prendre la parole devant ce Conseil permanent pour émettre quelques réflexions sur le sujet proposé par le Chili comme thème de Dialogue des Chefs de délégation qui assisteront à la XXXIII<sup>e</sup> Session ordinaire de l'Assemblée générale de l'Organisation devant se tenir à Santiago (Chili): la gouvernance démocratique dans les Amériques.

La gouvernance est la clé de l'avenir pour notre région et il est évident que l'action de l'Organisation des Etats Américains peut favoriser la réalisation de ce projet collectif.

Le rétablissement de la démocratie représentative dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix constitue l'une des victoires les plus importantes des peuples américains. Cette conquête doit être constamment réaffirmée pour que la démocratie devienne un espace pertinent de la vie des membres de la société du continent par le biais de la gouvernance institutionnelle et de la participation politique. L'OEA a approuvé il y a douze ans l'Accord de Santiago sur la démocratie et la rénovation du Système interaméricain qui a porté création d'un espace culturel et politique pour la démocratie dans les Amériques.

Cet organe continental n'a pas été étranger à la dynamique des événements d'un système mondial dans lequel la gouvernance est un facteur essentiel de stabilité sur la voie du progrès et de la paix.

Avec l'adoption de la Charte démocratique interaméricaine à Lima, le 11 septembre 2001, nous avons entériné le droit et l'obligation de promouvoir et de défendre la démocratie. Cette charte inclut l'esprit et le texte des résolutions, déclarations et modifications de la Charte de l'OEA qui correspondent à l'orientation démocratique de l'Organisation.

C'est un engagement éthique et politique qui repose sur des valeurs partagées reflétant une vision de notre région et du monde. Les pays des Amériques ont reconnu que c'était ainsi que l'on pouvait lancer le développement politique, social, économique et culturel dans la liberté, l'équité et la diversité.

Ce processus favorise le dynamisme du continent et sa mise en oeuvre contribue à consolider qualitativement la dignité et le droit des peuples américains. Ceux-ci élisent leurs gouvernants, mais établissent aussi une relation plus étroite avec le pouvoir. Une société civile de plus en plus forte donne à des millions de personnes la possibilité de participer et d'exercer leur influence.

C'est là l'aspect positif de notre équilibre politique que personne ne peut nier et qu'il est indispensable d'encourager pour atteindre les stades supérieurs du développement.

## **Les difficultés**

La réalité du Continent, notamment pour les Latino-américains, commune à tous pour la première fois dans leur histoire, c'est un système politique semblable régi par le principe de la démocratie représentative, la présence de partis dans la représentation, des formes de gouvernement parlementaire ou présidentiel, une forte tendance à la centralisation qui s'accompagne de tentatives de décentralisation administrative et actuellement d'énormes difficultés dans la création de la société civile.

Même si notre démocratie a permis des formes de participation à la vie publique et aux secteurs émergents, elle a aussi donné lieu à de grandes frustrations. L'indifférence des élites, la corruption, l'inefficacité des institutions et la pauvreté se sont traduites par la déception face à la politique, voire une désaffection à l'égard de la démocratie. C'est un phénomène préoccupant que nous, qui avons des responsabilités politiques, ne pouvons ignorer.

La démocratie et la gouvernance sont deux concepts complémentaires et interdépendants. Cette complémentarité est une relation vertueuse dans la gouvernance démocratique. Elle la caractérise d'une manière positive, comme un bien public et symbolique ancré dans l'éthique et qui trouve son origine dans une action politique basée sur des valeurs, des consensus, des normes et des objectifs à long terme qui donnent naissance à la stabilité systémique dans la société. C'est donc une nécessité urgente d'approfondir la démocratie avec la gouvernance pour préserver l'Etat de droit, le respect des postulats démocratiques et la légitimité des institutions.

Le paysage social d'aujourd'hui est donc préoccupant. Les indicateurs socio-économiques et les perceptions et opinions des citoyens de la région reflètent cette tendance. La CEPAL indique qu'en 2003 la région a perdu plusieurs années car il n'y a pas eu le moindre progrès économique et social espéré.

Quelle est la principale cause de ces difficultés? Je me risquerai à avancer qu'elle n'est pas seulement économique. A l'évidence, les problèmes sont énormes dans ce domaine, mais ils découlent de situations dont les causes sont d'origine politique et sur lesquelles je voudrais attirer votre attention.

Le progrès de la région semble paralysé par le mauvais fonctionnement des éléments centraux des systèmes politiques. C'est justement parce que nous croyons en la démocratie que nous nous devons de la perfectionner.

## **La voie à suivre**

Aujourd'hui le grand défi que doit relever le continent est d'accélérer la définition et le lancement d'un Programme de gouvernance démocratique des Amériques qui permette de trouver les chemins qui mèneront à un renforcement de la démocratie, de l'Etat de droit et du plein respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Il s'agit aussi d'améliorer la qualité des institutions publiques, d'assurer l'équilibre entre les pouvoirs de l'Etat, de renforcer les systèmes de représentation et les partis politiques, la transparence et la probité de la fonction publique et de la vie politique de même que les formes modernes de citoyenneté et de participation de la société civile.

C'est ensemble que nous devons construire la démocratie. Elle est le résultat d'un effort commun que doivent déployer les gouvernements, les institutions nationales et la société civile. Ainsi que le déclare la Charte démocratique interaméricaine, vivre en démocratie est un droit dans notre continent et nous nous devons de ce fait de prendre des mesures pour le garantir. Nous proposons pour cela un certain nombre de lignes d'action.

### **Gouvernance et modernisation institutionnelle**

Nous devons améliorer l'accès, la transparence et la responsabilité dans la gestion publique ce qui exige des mesures de modernisation en vue d'optimiser l'efficacité mais aussi d'autres mesures plus importantes destinées à briser l'inégalité d'accès et à lutter contre la corruption.

Il s'agit de renforcer la qualité des institutions publiques et de promouvoir la modernisation de l'Etat. La politique est la fibre la plus sensible du lien qui relie les institutions et les citoyens. C'est pourquoi, les institutions d'un pays dépendent de manière cruciale de leur système politique.

Aujourd'hui, notre préoccupation devrait se limiter à la recherche d'un Etat plus intelligent, ouvert, transparent, équitable, oeuvrant en coordination plus étroite avec la société civile et le secteur privé. Dans ce contexte, la solidité de ses institutions politiques jouera un rôle déterminant face à une crise de gouvernance.

C'est pourquoi nous estimons que l'OEA, notamment l'Unité pour la promotion de la démocratie, doit oeuvrer en faveur de la consolidation de l'espace démocratique des Amériques, grâce à un réseau de coopération qui privilégie la gouvernance comme élément inhérent aux obligations que nous impose la Charte démocratique interaméricaine.

### **Gouvernance, partis politiques et société civile**

Les insuffisances du système politique exigent le renforcement du rôle que jouent les partis qui transmettent les exigences du peuple dans une démocratie représentative. La modernisation des partis consolidera la crédibilité et la confiance et introduira dans l'organisation interne des formes plus transparentes de direction et de gestion et encouragera l'interaction et le dialogue avec les autres acteurs sociaux. On encouragera ainsi la pleine participation de la femme à ces structures. L'objectif visé est d'éviter que les citoyens n'affichent de l'indifférence à l'égard de la politique et des institutions démocratiques.

De même, nous devons renforcer la participation de la société civile au système politique en encourageant la prise en compte de ses intérêts et en éliminant les obstacles à l'accès de nouveaux acteurs, notamment ceux qui représentent les préoccupations des générations à venir. L'OEA doit être ouverte à ce nouveau contexte qui favorise la participation de la société civile dans la gestion de projets dont elle a l'initiative et encourage la définition et le perfectionnement des exigences et des politiques d'intérêt général.

C'est pourquoi notre organisation doit fixer les priorités des actions et des programmes destinés à promouvoir la pleine participation des citoyens non seulement à titre d'électeurs mais aussi d'acteurs de la société regroupés en diverses expressions de la société civile ce qui permettra d'affermir leur dialogue avec les partis politiques. Il conviendra aussi d'encourager la formation de

nouveaux dirigeants démocratiques chez les jeunes et d'appuyer leur intégration au processus politique.

### **Gouvernance et culture démocratique**

Aujourd'hui, plus que jamais, nous avons besoin d'une éducation civique qui mette l'accent sur les bienfaits de la vie en démocratie et permette en même temps de préserver la diversité, le pluralisme et le droit d'être différent dans un climat de tolérance et de coexistence civile. Il faut aussi encourager le débat public et reconnaître les désaccords. La promotion accrue d'une culture démocratique permet d'atteindre des niveaux plus élevés de participation et d'inclusion. Il faut déployer des efforts pour promouvoir les droits de la personne et élargir les libertés des citoyens afin de créer un continent qui se caractérise par la validité et le plein respect de ces libertés.

Enfin, nous proposons que les instances du Système interaméricain qui se penchent sur ces sujets, notamment la Commission interaméricaine des droits de l'homme et la Commission interaméricaine des femmes, travaillent activement à des programmes et des projets destinés à éliminer les obstacles qui entravent la participation aux processus démocratiques. Il est indispensable de ne jamais oublier de lutter contre l'ignorance, l'intolérance, la discrimination, l'apathie et l'absence de véritables options.

### **Gouvernance, croissance et équité**

Les défis de la gouvernance démocratique nous obligent à nous focaliser sur la gestion responsable des affaires publiques qui constitue l'élément crucial d'un développement durable dans le cadre d'une économie mondiale.

La mise en oeuvre de politiques économiques rationnelles et l'existence d'institutions démocratiques solides capables de répondre aux besoins et aux attentes de la population sont au centre d'une croissance économique durable. Il convient d'encourager les investissements et de créer des emplois décents pour pouvoir éliminer la pauvreté.

Lorsque nous parlons de croissance dans l'équité, nous supposons que la promotion de la croissance est un élément fondamental de notre stratégie, mais elle doit s'accompagner de politiques publiques et pratiques de bonne gouvernance qui favorisent une plus grande égalité dans les opportunités.

### **Réflexions finales**

Monsieur le Président,

Le Chili a suggéré ce thème car nous sommes convaincus que le simple fonctionnement des institutions d'un Etat de droit n'est pas une condition suffisante pour garantir la gouvernancedémocratique. Les citoyens doivent y adhérer et y participer activement car c'est ainsi qu'elles seront socialement légitimées pour pouvoir être capables de surmonter les risques qui les menacent constamment. Le risque n'est pas un mauvais gouvernement, mais plutôt l'ingouvernanceet la désintégration sociale. Notre défi consiste à appuyer un Programme de gouvernancedémocratique au niveau politique. L'OEA ouvre la voie à la coopération dans ce domaine.

Un gouvernement de fait, lorsqu'il respecte des paramètres institutionnels déterminés, peut faire naître la croissance économique mais aux dépens des libertés démocratiques, ce qui n'est ni moralement acceptable, ni viable à long terme. Nous souhaitons une gouvernancedémocratique pour les Amériques.

Ce sont de ces concepts que nous souhaitons débattre à l'Assemblée générale de Santiago. Nous allons emprunter la voie ouverte par les chefs d'Etat et de gouvernement lors des Sommets des Amériques et nous tenterons d'accomplir la tâche urgente que nos peuples nous ont confiée pour le millénaire: un grand projet de construction d'une société plus intégrée, participative, juste et démocratique émergeant d'un contexte social de diversité et de respect.

Je vous remercie.